

# L'ouverture politique improbable ?

Inquiète comme beaucoup par la tournure que prennent les événements, ne décelant aucun signe de décompression, curieuse par nature, l'imagination décide cette fois ci de se porter, au détour d'une nuit d'été auprès de la tête de l'État. A cette heure avancée de la nuit, le protocole est en congé. Il faisait chaud comme il l'aime. Habillé tout en blanc immaculé, le président était là, en plein air, tout seul, confortablement installé sur un divan posé au milieu d'une belle pelouse aux abords fleuris. Le silence et la solitude de l'esplanade du palais, le halo des lumières tamisées et l'attitude du personnage donnaient à la scène le mystérieux cachet d'une séance de méditation. Était-on en train de s'interroger sur le sens d'une vie, sur l'histoire et la postérité? Pas tout à fait. Quoi qu'il importe, le but de la rencontre était moins spirituel. Cherchant à pénétrer les raisons des uns et des autres, l'imagination espérait surprendre l'un de ces rares et brefs instants de franchise où l'homme politique, une fois débarrassé du voile des courtisans et des fausses attitudes du protocole, décide enfin de parler, de se parler.

**L'IM :** Excellence, permettez moi tout d'abord de vous remercier pour avoir accepté de me recevoir malgré vos innombrables occupations. Ma première question : avez-vous l'impression que le pays traverse une crise politique et que l'ouverture devient nécessaire?

**LE PR :** Avant de vous répondre, laissez moi vous souhaiter la bienvenue et ensuite saluer ces pouvoirs extraordinaires qui vous ont permis de contourner tant de gardes et de franchir tant de barrières. Je reviens à votre question pour dire que vous allez vite en besogne. Ne confondons pas le non dit avec l'action en marche. Regardons la réalité : Où s'actualise cette impopularité ? Où s'exerce cette pression politique ? Où s'exprime cette crise que vous évoquez ?

Si vous voulez parler d'une colère rentrée, attendons qu'elle vienne nous dire ce qu'elle veut. Ne dit-on pas "qu'à chaque jour suffit sa peine."

Si par crise politique vous entendez parler des événements du 8 Juin et de leur suite, je suis au regret de vous dire que je ne suis pas d'accord avec cette lecture. Ces événements sont une survivance d'une vieille tradition qui a toujours laissé le peuple spectateur : le coup d'État. S'apercevant qu'il n'y a pas de véritable demande démocratique, pression s'entend, Saleh et ses amis, animés par des motivations idéologiques et corporatistes ont tenté leur chance, comme d'autres par le passé, ils ont échoué. Il n'y a rien de surprenant dans l'affaire. Une frustration et une colère de soldat. Nous sommes en train de revoir les conditions de l'institution militai-

re. Pour nous adapter à la nouvelle donne, nous venons de parachèver la réorganisation du commandement. Nos services de sécurité sont performants. Avec l'arrestation de Saleh, les choses rentrent dans l'ordre.

De mon point de vue, une crise politique implique des mouvements sociaux, un dévouement de la rue, une véritable pression de l'opposition. On ne l'illustre pas par une surproduction de communiqués ou par le désespoir de quelques insurgés. C'est pour cette raison que la réponse à votre question est non. Nous n'avons pas à nous inquiéter.

A l'heure actuelle de notre évolution vers la construction de l'État national, la conscience politique du commun des mauritaniens atteint tout juste le stade où l'on accepte de faire le trajet du bureau de vote. Mais quand l'opposition crie à la fraude et au coup d'État permanent, personne ne suit ses mots d'ordre... Descendre dans la rue, marcher sur les remparts, porter les revendications d'un nouveau contrat social, s'identifier à la nation, ce niveau d'engagement là reste en dehors des schémas de notre imaginaire collectif. L'extrême prudence du malékisme conjuguée avec le manque d'identification à l'État nation, la chosification de nos élites et l'omniprésence du réflexe sécuritaire sans oublier l'impact positif de nos réalisations, tout cela court-circuite et décharge nos tensions politiques. On dirait que nos représentations sociales s'étonnent de nos remue ménages. On dirait qu'elles s'exclament à leur propos à quoi bon. Bref il n'y a aucune urgence.

Je vais être encore plus clair : on nous reproche la fraude électorale, on décrit notre démocratie comme une façade. Soit, mais depuis quand la politique est-elle devenue une culture du don ou du sentiment. La politique est une affaire d'intérêts et de rapports de force. C'est regrettable mais c'est comme ça. Allez interroger les pays développés. Allez vérifier le prix qu'ils ont mis pour imposer le suffrage universel. Tout près de nous demandez les maliens, les sénégalais, les marocains ; qu'est ce que l'opposition s'imagine. Qu'on lui serve l'alternance sur un plateau d'argent. C'est une aberration. La quête démocratique, c'est du sérieux. Son issue récompense un effort, elle conclue une colère. Il s'agit d'une exigence et d'une enchère collective.

Allons maintenant juger du prix consenti par les uns et les autres. Le FDUC ? Facile écho de la chute du mur de Berlin et du discours de la Baule. Ne venez pas me dire que c'est la vague houleuse d'un coude à coude du peuple. Nous l'avons désamorcé à l'aide d'une escouade de policiers sans armes et de deux semaines en prison pour ses 5 fauteurs de trouble. L'UFD ? Disloquée par le génie d'un

commissaire de police. L'UFD-EN ? Pas plus d'une douzaine de bombes lacrymogènes et quelques séjours en prisons pour son leader. AC ? Emportée par une humeur. Le RFD ? Je n'en parle pas. Et le président Haidalla II ? Éliminé sans coup férir et dans l'indifférence générale de la rue.

Allons voir ce que sont réellement nos élections. Il s'agit chaque fois d'une récréation pour un peuple au petit matin de son histoire moderne.

C'est d'ailleurs pour cette raison qu'à la fin de chacun de ces carnivals, ces foules enthousiastes nous abandonnent non opposition et moi-même à nos querelles.

Vous savez, la démocratie ne s'impose pas, ne se greffe pas, ne se donne pas. Il s'agit d'une expérience politique qui conjugue une conscience collective qui s'approprie les vertus d'un nouveau contrat social, un désir impérieux qui galvanise et une action qui conclut.

Il s'agit d'une adaptation sociale à des circonstances historiques qui sont avant tout la résultante d'une évolution endogène des mentalités. Nous marchons à l'aurore du processus.

**L'IM :** Votre raisonnement possède entre autres l'avantage de la clarté. Aux yeux de son excellence, il n'y a pas de crise politique. Mais si on regardait cette fois ci d'un autre angle. Chacun se rappelle que les réformes que vous avez initiées en 91 (constitution, multipartisme, liberté de la presse) répondaient essentiellement et vous venez de le reconnaître parlant du FDUC à des considérations de politique étrangère. Ne pensez vous pas que la consolidation du processus démocratique c'est-à-dire l'ouverture politique devient nécessaire cette fois ci encore pour parer aux inquiétudes de nos principaux partenaires ? L'exploitation du pétrole a besoin de stabilité.

**LE PR :** Nous travaillons étroitement avec nos amis au profit de tout ce qui peut améliorer nos relations bilatérales. Nous les écoutons attentivement. A leur tour, ils nous écoutent et nous respectent. Ils savent notre prison vide du détenu d'opinion, notre rue vide du manifestant. Leurs chancelleries ne leur répercutent aucun mouvement social. Vous êtes en train de les accuser d'être plus royalistes que le roi.

**L'IM :** Ces chancelleries évoquent autre chose pour illustrer cette détérioration politique : D'abord elles attirent l'attention de leurs pays respectifs sur le rôle déterminant de la culture de la conspiration dans la définition des changements politiques majeurs du pays en lieu et place de la culture démocratique. Une nouvelle fois, cette spécificité laisse craindre une probable jonction entre l'opposition et plus précisément entre l'islamisme

que vous censurez et l'action armée. Autre facteur d'instabilité, ces chancelleries évoquent l'appartenance de tout le commandement de l'armée et des forces de sécurité à une seule région du pays, avec ce que cela signifie. Elles évoquent aussi la réapparition des démons du tribalisme. Elles évoquent le reflux qui arrive au seuil de la fracture. Elles évoquent la crise sociale et économique, la fuite des capitaux etc.

**LE PR :** L'islamisme. En effet, voici un dossier à propos duquel je m'interroge. Je reconnais que l'arrestation, l'année dernière des imams et des oulémas a révélé que ce groupe est le seul acteur politique de l'opposition qui possède un véritable prolongement dans l'imaginaire collectif de la société. Je me rappelle avoir entendu des interventions en faveur de l'élargissement de ces gens là y compris même de la part des membres de ma majorité présidentielle. Que ce groupe vienne à franchir le pas de la violence armée comme semblent le suggérer mes services de renseignements, il y a lieu effectivement de redoubler de vigilance. Mais je ne pense pas qu'ils peuvent être aussi maladroits. Franchir ce pas signifierait qu'ils se coupent définitivement de cet héritage culturel national qui a été leur meilleur avocat. Ils se transformeraient alors en vulgaires terroristes. Mais tout compte fait, il n'y a pas encore urgence de ce côté là aussi.

**L'IM :** Je rencontre beaucoup de personnes qui pensent que l'établissement des relations diplomatiques avec Israël s'est traduit entre autres pour vous par une chute de popularité sans précédent. Pour parler le langage populaire, que ces relations vous ont porté malchance.

**LE PR :** Depuis quand juge-t-on la nécessité ? A travers cette volte face diplomatique, le pays a voulu régler plusieurs dossiers à la foi. D'abord il fallait desserrer l'étoupe du dossier des droits de l'homme sur lequel l'opposition s'acharne depuis 1990. D'une part, en décontextualisant le problème. En aucun moment, celle-ci n'a voulu comprendre réellement ce qui c'est passé entre 1989 et 1990. Ils ont délibérément occulté les dimensions sociologique et historique de ces regrettables événements. Au lieu de rejeter la véritable responsabilité sur la fragilité de l'identité nationale et sur les méfaits du repli identitaire inévitable dans de telles circonstances, ils m'ont indexé directement. D'autre part, en politisant à outrance la question. Derrière la recherche systématique de l'appui et de la solidarité des organisations des droits de l'homme, le refus des médiations des sages nationaux et l'attachement au formalisme juridique, se cachait en réalité un objectif politique : l'isolement de notre pays sur la scène inter-

nationale. Devant une telle menace. Il fallait trouver une parade à la mesure des périls.

Notre second motif reste tout aussi valable : La solidarité arabe qui nous a longtemps porté économiquement se décompose. Il y avait lieu de trouver une nouvelle clé appropriée pour accéder aux faveurs des bailleurs de fonds. On ne pouvait pas trouver mieux que l'Amérique par Israël interposé.

Enfin, on avait véritablement cru dans l'issue heureuse des accords de Madrid et d'Oslo. La paix israélo-arabe aux portes. J'ai pensé que notre pays pouvait tirer de gros avantages de la coopération avec Israël surtout dans les domaines agricoles et médicaux. Ceci dit, que les arabes se mettent d'accord sur la conduite à tenir et on peut garantir que la Mauritanie suivra.

**L'IM :** Si son excellence le permet je souhaite maintenant l'écouter à propos des problèmes économiques et sociaux.

**LE PR :** Ça par contre c'est du sérieux. On nous reproche souvent d'avoir favorisé l'enrichissement d'une minorité aux dépens de la majorité, c'est vrai, malheureusement nos détracteurs feignent d'ignorer nos bonnes intentions : nous nous sommes inspirés dans ce que nous faisons des enseignements d'une théorie du développement bien connue, celle de la croissance déséquilibrée. Grosso modo cette théorie dit ceci : Sans accumulation du capital, il est pratiquement impossible d'enclencher une dynamique de développement. C'est pour cette raison qu'il faut impérativement favoriser l'accumulation du capital là où pour des raisons historiques, cette accumulation n'a pas pu avoir lieu. Comme c'est le cas pour notre pays. La subsistance est le trait caractéristique de notre mode d'organisation agro-pastorale. Dans ces conditions de dénuement collectif, on a cru bon de favoriser l'émergence de la nouvelle dynamique. Dans notre esprit, ces nouveaux riches vont aider chacun sa collectivité. Nos traditions plaident dans ce sens. Mais l'essentiel pour nous était ailleurs : La nouvelle classe sera à la base de l'émergence d'une culture de l'entrepreneuriat. Nous aurons à notre tour nos investisseurs privés, nos employeurs, notre patronat.

L'injustice qui sous tend une telle politique ne nous échappe pas mais nous pensons sérieusement que les avantages de cette stratégie provisoire équilibrent largement les méfaits. Pour nous le choix était serré : ou demeurer tous pauvres ou faire en sorte qu'émerge un capital national avec l'espoir que l'élan de celui-ci nous porte vers la croissance.

Mais cela ne veut pas dire que nous

# L'ouverture politique improbable ?

Suite page 8

avons abandonné cette majorité à son sort..

Allons voir dans les détails. J'entends l'opposition en parlant de nos hôpitaux, dire hôpitaux mouirois. De nos écoles, nivellement par le bas. De notre administration, épicerie pour actes administratifs. De notre justice, usine du passe droit où la formule miracle s'appelle l'achat du trio expert, greffier et juge.

Si je ne nie pas que beaucoup reste à faire, je trouve tout de même que ces négationnistes exagèrent. Chaque mauritanien sait que nous avons accompli un travail remarquable dans plusieurs domaines. En très peu de temps, le pays s'est doté de l'essentiel des infrastructures de base: routes, électrification, télécommunications, hydraulique urbaine, villageoise et pastorale, santé, éducation, alphabétisation et j'en passe. Cet effort se poursuit. Pour ce qui est de l'administration et de la justice, des réformes sont en cours, mais il faut rappeler le rôle de notre culture ambiante et celui du manque de ressources publiques dans la fragilité de ces institutions.

**L'IM :** Mais on a l'impression que la généralisation de la corruption et du népotisme biaisent cette volonté louable ? Pour expliquer l'impunité du passe droit, certains n'hésitent même plus à dire que vous êtes vous même

aujourd'hui otage du système et des réseaux qui se sont développés à votre ombre ces dernières années.

**LE PR :** En effet, certains objectent que notre stratégie de développement déséquilibré a fini en hiatus: brisant l'effort et la production, elle a débouché sur l'avènement d'une culture de la spéculation et de la facilité où le maître mot s'appelle le passe droit, la corruption et le népotisme.

Cette objection comporte une part de vérité. Je suis d'ailleurs revenu sur ces problèmes dans mon discours de Kiffa.

Mais que voulez vous. On peut sanctionner des cas, des exceptions. On ne peut pas punir une culture. Le respect de la chose publique implique l'existence d'un substrat de culture citoyenne. Mieux que la punition, une opinion publique apte à crier au voleur. En réalité, l'État demeure une catégorie abstraite pour la majorité d'entre nous. Son détournement ne nous pose aucun problème de conscience. Il demeure en dehors de nos catégories morales et culturelles. Chacun guette son occasion. Je punis aujourd'hui tel ou j'interdis telle procédure, le raffinement des méthodes du passe droit réussira chaque fois à ouvrir de nouveaux sentiers de la magouille. C'est une affaire de mentalités. Figurez vous, je ne peux pas importer des fonctionnaires et un gouvernement. La meilleure manière

de lutter efficacement contre de tels abus consiste à injecter de nouvelles ressources et à améliorer substantiellement les revenus de chacun.. Heureusement le pétrole est à l'horizon. Cette fois ci, on touchera le peuple tout entier.

Encore, un peu de patience. Bientôt nous aurons les moyens de nous remettre sur les rails d'un consensus social durable.

**L'IM :** Excellence, avant de terminer, permettez moi de me hasarder à synthétiser votre vision des choses: vous reconnaissez l'existence de sérieux problèmes sociaux et économiques ainsi que celle d'importants blocages structurels d'ordre culturel auxquels vous comptez faire face avec le pétrole et ses facilités, par contre vous affirmez qu'il n'y a pas de crise politique.

En définitive, vous pensez que la nouvelle manne va vous permettre de faire marcher de pair et en toute quiétude, social et autoritarisme politique un peu comme dans l'exemple tunisien.

Mais qu'en attendant, vous comptez pour couvrir et sécuriser la distance restante vous appuyer sur le soutien agissant d'alliés comme les USA et Israël, sur la dissuasion de l'arme sécuritaire, sans oublier le recours à des tactiques et à des adaptations de

court terme du genre : conciliabules tri-baux, lancement de plans d'urgence, politique de division de l'opposition etc.

**LE PR :** Il n'y a rien de mal à s'inspirer de ce qui marche; comme c'est effectivement le cas du modèle tunisien.

Pour revenir à ce que nous entendons faire, résumons nous : Le pétrole permettra de concrétiser une certaine justice sociale et une certaine prospérité. Nous allons avoir suffisamment pour occuper les mauritaniens. Nous serons enfin capables de lancer le chantier de la bonne gouvernance. L'amélioration sensible de la qualité des services publics et l'adoption de nouvelles politiques de répartition économiques avec ce que cela implique pour l'augmentation des revenus seront au cœur de ce projet d'avenir.

Pour ce qui est du domaine politique, je rappelle simplement que nous sommes déjà une démocratie appropriée à la demande politique de notre peuple. Que le contenu de cette demande change, qu'une véritable opinion publique nous interpelle et croyez moi nous répondrons présents aux nouvelles attentes.

**SIDI MOHAMED OULD KHATTRY**